



Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le **04 MARS 2025**

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

## ANNEE 2025

## SOMMAIRE

### **I) Environnement économique**

1.1 Mondial

1.2 Zone Euro

1.3 National

### **II) Situation financière communale**

2.1 Données chiffrées

2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

2.3 Situation financière

### **III) Analyse rétrospective**

3.1 Dépenses de fonctionnement

3.2 Recettes de fonctionnement

### **IV) Analyse prospective**

4.1 Orientations budgétaires de la commune

4.2 Etat de la dette

4.3 Chaîne de l'épargne

### **V) Plan Pluriannuel d'Investissement**

5.1 Projets d'investissement

Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le **04 MARS 2025**

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

## I) Environnement économique

### 1.1 Mondial

La croissance mondiale est attendue autour de 3% en 2024 et en 2025, avec différentes dynamiques.

Les États-Unis continuent à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande en récession.

La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %.

La plupart des banques centrales des pays avancés desserre l'étau du crédit en proposant des baisses de taux suite à la nette décélération de l'inflation en 2024.

Le risque géopolitique s'intensifie avec la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël.

Sur le plan politique, l'élection présidentielle américaine de Donald Trump fait peser des risques sur l'économie mondiale avec notamment la mise en place de droits de douanes universels.

### 1.2 Zone Euro

En zone Euro, une croissance du PIB est prévue à 0,8 % en 2024 et à 1,3 % en 2025.

La hausse américaine des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.

Au 1er trimestre 2024 la zone euro a rétrogradé à +0,3 %, après cinq trimestres de quasi stabilité.

Cette dynamique est toutefois très hétérogène entre pays : l'Espagne continue de performer avec +0,8 %, l'activité a accéléré en France à +0,4 %, l'Italie a enregistré une croissance nulle au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024.

En 2025, l'inflation pressentie est de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et l'inflation sous-jacente (prix des aliments et de l'énergie exclus) de 2,2 % après 2,9 %.

L'inflation a rebondi en octobre 2024, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %.

L'inflation va continuer à diminuer en 2025, en raison du phénomène de l'électricité à prix négatif. La baisse dans le secteur des services devrait rester lente.

### 1.3 National

#### ▪ La croissance

En France, la croissance du PIB est estimée à 1,1 % en 2024 et 0,9 % en 2025.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, la progression de +0,4 % est due aux ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Un contrecoup de -0,1 % est à prévoir au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024.

Pour l'année 2025, la prévision à la baisse de la croissance résulte de l'impulsion budgétaire négative avec les 50 milliards d'euros d'économies annoncé par le gouvernement.

- L'inflation

L'inflation française est considérée à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025.

Une légère hausse en octobre 2024, à 1,5 % après 1,4 % en septembre 2024.

Le rebond des prix de l'énergie serait compensé par la baisse un peu plus accentuée des prix des produits manufacturés et par le ralentissement de ceux de l'alimentation qui se stabiliseraient. Les prix des services et du tabac évolueraient sur un an aux mêmes rythmes que ceux du mois précédent.

- Le marché du travail

Dans le secteur privé, l'emploi salarié s'est stabilisé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 mais s'essouffle se situant sous son pic de +0,3 % (78 600 emplois) en mars 2024.

Quant au secteur public, l'emploi continue sa progression avec 1,2% sur un an soit 70 800 postes.

Dans les enquêtes de conjoncture, les perspectives d'emploi restent dégradées, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.

La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire et la construction (+2,8 %).

Le taux de chômage a baissé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais est resté au-dessus de la moyenne européenne de 5,9 % en août 2024. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, le chômage enregistre

une hausse de 3,9%, soit + 117 000 personnes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, considérée comme la plus forte depuis dix ans (hors période covid). Le nombre de personnes sans aucune activité atteint 3,138 millions.

L'Insee estime à 7,6 % le taux de chômage à la fin juin 2025.

- Le déficit public et la dette de l'Etat

En 2024, le déficit public atteint 6,1 % du PIB (soit 162,4 Md€).

Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 50 milliards € en 2025 pour ramener le déficit public à 5,4 % du PIB. 30 milliards € de réduction des dépenses et 20 milliards € de hausses de recettes fiscales avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

A la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, la dette publique s'établit à 3 303 Md€.

- Loi spéciale de finances

La loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances a été publiée au Journal officiel du 21 décembre 2024.

Elle est composée de quatre articles pour valider les autorisations de percevoir les impôts existants, permettre à l'Etat de recourir à l'emprunt, valider l'habilitation des régimes et organismes de Sécurité sociale de recourir à des ressources non permanentes et garantir notamment le versement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour les collectivités jusqu'à l'adoption d'un projet de loi de finances.

## ▪ Loi de Finances 2025

La loi de Finances (PLF) pour 2025 a été promulguée le 14 février 2025 et publiée au Journal Officiel du 15 février 2025.

### Les principales mesures relatives aux collectivités locales

Le niveau d'indemnisation des arrêts maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90 %. Le délai de carence reste à 1 jour.

Un effort budgétaire de 2,2 milliards d'€ est demandé aux plus grandes collectivités locales.

Le fonds vert pour la transition écologique est revu à la baisse à 1,1 milliard d'€.

Les départements ont la possibilité de relever le plafond des droits de mutation sur les transactions immobilières.

### Les principales mesures destinées aux particuliers

Une indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation soit 1,8% pour permettre de neutraliser les effets sur le niveau d'imposition des ménages.

Une contribution différentielle sur les plus hauts revenus est mise en place avec un taux d'imposition moyen minimum de 20%.

Un renforcement de l'écotaxe sur les véhicules polluants est prévu.

Le taux réduit de tva de 5,5% pour l'achat à gaz ne s'applique plus.

Le prêt à taux zéro est rétabli pour l'achat de logement neuf jusqu'à fin 2027.

Le budget consacré à MaPrimeRénov' baisse d'1 milliard d'€.

### Les principales mesures pour l'emploi et les entreprises

Une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises a été décidé pour un an soit 400 entreprises dont le chiffre d'affaires est d'au moins 1 milliard d'€.

Une taxe sur les rachats d'actions sera appliquée pour cette pratique financière qui consiste à racheter ses propres actions pour les retirer du marché.

La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est reportée.

Une incitation à la prise en charge à 75% des frais de transports publics pour les salariés est reconduite jusqu'à fin 2025.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le 04 MARS 2025

ID : 622-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

## II) Situation financière communale

### 2.1 Données chiffrées

#### ▪ La Population Hillionnaise :

La **population totale** est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. La population totale en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 est de 4 395 habitants.

Les chiffres utilisés pour le calcul des populations légales figurant dans la fiche adressée par les services de l'INSEE tous les ans s'appuient sur l'enquête de recensement de 2023.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
INSEE	4 217	4 235	4 257	4 280	4 345	4365	4395
DGF	4 406	4 418	4 434	4 458	4 525	4548	

Le chiffre de la DGF sera connu à la fin de l'année 2025.

#### ▪ Le potentiel fiscal par habitant

Le **potentiel fiscal** est un indicateur qui vient mesurer la richesse fiscale potentielle d'une collectivité par rapport aux autres collectivités de la même strate et ce indépendamment des choix de gestion. Il correspond au produit fiscal que percevrait la collectivité si elle appliquait les taux moyens nationaux à ses bases fiscales. Un indicateur supérieur à la moyenne nationale signifie que les bases

fiscales sont élevées ; une collectivité est dite « riche » : elle recevra peu de dotations de l'État. Pour Hillion, c'est le cas inverse, elle se situe jusqu'à présent en dessous des valeurs de la strate.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
HILLION	685,31	720,86	722,29	730,15	652,28	724,10
STRATE	940,66	960,16	974,32	974,31	936,71	1 004,04

#### ▪ L'effort fiscal

L'**effort fiscal** est le rapport entre le produit fiscal réellement perçu et le potentiel fiscal. Cet indicateur permet d'évaluer la pression fiscale exercée sur les contribuables de la commune. Plus la pression fiscale est élevée et plus l'Etat octroie de dotations. La commune de Hillion, se situe dans cette position.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Effort fiscal	1,5003	1,5117	1,5352	1,5429	1,5163	1,4511
Effort fiscal moyen de la strate	1,1046	1,1074	1,1201	1,1395	1,1327	1,1131
Différence	0,3957	0,4044	0,4151	0,4034	0,3836	0,3380

## 2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

### 2.2.1 Saint-Brieuc Armor Agglomération

#### Le pacte fiscal et financier

Le pacte fiscal et financier constitue un outil permettant d'atteindre les objectifs du projet de territoire en instaurant une solidarité.

Ses dispositions financières ont été approuvées lors du Conseil d'Agglomération du 23 septembre 2021.

Les critères du calcul de la répartition du **Fonds Communautaire de Fonctionnement** (FCF) sont : les capacités de développement humain (exemple : population scolarisée), les capacités d'intervention des communes (exemple : densité de la population), les capacités d'attractivité et de développement (exemple : taux de chômage) et les services rendus par les écosystèmes naturels (terres agricoles, capacités de stockage du Co2).

Une fois ces critères appliqués, les petites communes peuvent bénéficier d'une dotation minimum garantie « dotation socle » en fonction du nombre d'habitants.

Une actualisation des données utilisées dans ce système de péréquation a été réalisé en 2024 pour les années 2024, 2025 et 2026.

A Hillion, le montant perçu pour 2024 et pour les années suivantes est de 52 550 € (45 190 € en 2023).

#### La Dotation d'Attribution de Compensation

Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le

04 MARS 2025

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

Le montant de l'attribution versée par SBAA évolue en fonction des compétences transférées.

En 2017, c'est la compétence PLU qui a été transférée à SBAA dans le cadre de la mise en place d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

En 2024, la Commune a perçu 173 004 € de DAC.

Avant la fusion de 2017, la compétence d'entretien des sentiers de randonnée VTT et pédestre était exercée soit par les anciens EPCI, soit par les communes, ou partagée entre collectivités. Suite à la fusion et afin d'assurer une continuité du service rendu, Saint-Brieuc Armor Agglomération a continué d'exercer cette compétence. La commune de Hillion assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la gestion et l'entretien de ses sentiers de randonnée. En compensation, la somme de 16 554 € sera perçue à travers la DAC.

La prévision de la **Dotation d'Attribution de Compensation** pour l'année 2025 est estimée à 173 743 €.



### 2.3 Situation financière

Le tableau suivant présente les données extraites des comptes administratifs-financier unique pour les années 2020 à 2023, ainsi que les données provisoires du compte financier unique 2024.

	2020	2021	2022	2023	2024p
A-Recettes de gestion	4 224 137 €	4 349 639 €	4 571 054 €	4 752 633 €	5 131 411 €
B-Dépenses de gestion	3 570 943 €	3 709 732 €	3 963 235 €	4 007 887 €	4 071 480 €
C-Epargne de gestion (A-B)	653 194 €	639 908 €	607 818 €	744 746 €	1 059 930 €
Total intérêts	99 923 €	109 533 €	117 144 €	133 713 €	120 586 €
D-Epargne brute (C - intérêts)	553 271 €	530 375 €	490 674 €	611 034 €	939 344 €
Taux épargne brute (EG/RG)	13,10%	12,19%	10,73 %	12,86%	18,31%
Dette	975 124 €	374 151 €	466 109 €	486 686 €	490 507 €
E-Epargne nette (D - dette)	- 421 853 €	156 224 €	24 566 €	124 348 €	448 837 €
Taux épargne nette (E/A)	-9,99%	3,59%	0,54 %	2,62%	8,75%

Les **recettes de gestion** sont composées des produits des services, des impôts et taxes, des dotations, des locations, des produits exceptionnels (ex : remboursement sinistres assurances) et de remboursements (ex : indemnités journalières).

Les **dépenses de gestion** sont constituées carburants, denrées alimentaires, produits d’entretien, petites fournitures), des services (maintenance, prestations de services, locations mobilières et immobilières, entretien/réparation des bâtiments-voirie-matériel, assurances, transports, frais de téléphone et d’affranchissements...), des dépenses de personnel (salaires, cotisations...), des indemnités des élus et des subventions aux associations, au CCAS et aux écoles.

L’**épargne de gestion** est constituée de la différence entre les recettes et les dépenses hors intérêts de la dette.

L’**épargne brute** est égale à l’excédent des recettes sur les dépenses (épargne de gestion) moins les intérêts des emprunts.

L’**épargne nette** correspond à l’épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette soit l’épargne disponible.

De manière générale, les recettes de gestion ont une progression positive au fur et à mesure des années présentées.  
Entre 2023 et 2024, l’évolution des recettes est de +7,38 % et pour les dépenses de +1,56 %.



### III) Analyse rétrospective

#### 3.1 Dépenses de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	2024p
Charges à caractère général	814 398 €	867 189 €	938 086 €	989 280 €	1 098 402 €
Charges de personnel	2 257 526 €	2 341 048 €	2 499 661 €	2 494 367 €	2 500 290 €
Atténuations de produits	570 €	- €	142 €	41 €	- €
Autres charges de gestion courantes	484 082 €	496 744 €	511 444 €	520 973 €	472 788 €
Charges financières	99 924 €	109 533 €	117 144 €	133 713 €	120 586 €
Charges spécifiques	14 367 €	4 751 €	12 454 €	1 635 €	63 €
Provisions			1 448 €	1 593 €	- €
<b>Total dépenses fonctionnement</b>	<b>3 670 867 €</b>	<b>3 819 265 €</b>	<b>4 080 379 €</b>	<b>4 141 600 €</b>	<b>4 192 130 €</b>

#### Les charges à caractère général

	2020	2021	2022	2023	2024p
Achats (fluides, fournitures...)	468 240 €	483 761 €	466 069 €	517 209 €	550 242 €
Services (maintenance, assurances, locations...)	183 662 €	201 714 €	240 346 €	245 077 €	310 209 €
Prestations extérieures (animations, cotisations, transports...)	149 989 €	175 147 €	221 447 €	221 035 €	229 286 €
Impôts et taxes (TVA, taxes foncières)	12 507 €	6 567 €	10 224 €	5 958 €	8 665 €
<b>Total charges à caractère général</b>	<b>814 398 €</b>	<b>867 189 €</b>	<b>938 086 €</b>	<b>989 280 €</b>	<b>1 098 402 €</b>

Les **dépenses de fonctionnement** ont augmenté de 1,20 % entre 2023 et 2024 contre 1,48 % entre 2022 et 2023.

En 2024, les dépenses les plus importantes sont représentées à 26% par les charges à caractère général, 60 % pour les charges de personnel et 14% pour les charges de gestion courante.

Au niveau des **charges à caractère général**, les achats 2024 ont augmenté d'environ 33 033 €, en relation avec les coûts des denrées alimentaires et de l'énergie.

Au niveau des **services et des prestations extérieures**, la différence s'explique par les prestations demandées au centre exploitation de Saint-Brieuc Armor Agglomération (balayage, fauchage, peinture...) qui jusqu'alors étaient imputées au chapitre 65. Suite à la demande du Service de Gestion Comptable, les écritures sont passées au chapitre 011 et réparties selon la nature des travaux dans différents comptes.

L'augmentation des **impôts et taxes** se situe sur les droits d'auteurs lors des manifestations ou spectacles dont les taxations diffèrent selon les contenus diffusés, le nombre d'entrées, les coûts de cession...

• Les charges de personnel

	2020	2021	2022	2023	2024p
Titulaires	1 143 804 €	1 218 048 €	1 351 656 €	1 367 287 €	1 449 563 €
Non titulaires	355 825 €	348 794 €	335 003 €	315 715 €	234 549 €
Emplois d'insertion + apprentis	- €	4 479 €	24 676 €	15 820 €	16 168 €
Personnel extérieur	62 995 €	70 893 €	37 120 €	18 948 €	29 592 €
Charges sociales	612 421 €	630 908 €	668 604 €	680 821 €	677 222 €
Assurance du personnel	82 481 €	67 926 €	82 602 €	95 776 €	93 197 €
<b>Total charges de personnel</b>	<b>2 257 526 €</b>	<b>2 341 048 €</b>	<b>2 499 661 €</b>	<b>2 494 367 €</b>	<b>2 500 290 €</b>
Atténuations de charges (indemnités journalières, compensation suppl. familial, agent en décharge syndical, emplois d'avenir, cui)	118 033 €	104 026 €	108 198 €	77 662 €	108 099 €
<b>Total charges nettes de personnel</b>	<b>2 139 495 €</b>	<b>2 237 022 €</b>	<b>2 391 463 €</b>	<b>2 416 705 €</b>	<b>2 392 191 €</b>

• Effectifs en Equivalent Temps Plein permanents

Au 31/12	2020	2021	2022	2023	2024
Agents titulaires	37,94	44,86	45,83	46,44	45,86
Agents contractuels	13,78	10,24	6,40	5,33	3,24
<b>Effectif total</b>	<b>51,72</b>	<b>55,10</b>	<b>52,23</b>	<b>51,77</b>	<b>49,10</b>

Envoyé en préfecture le 04/03/2025  
Reçu en préfecture le 04/03/2025  
Publié le **04 MARS 2025**  
ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

Les charges de personnel sont relatives à l'exercice 2024 avec une légère augmentation de 0,24%.

Les événements pris en compte sont : le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), l'augmentation de 5 points d'indice au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les avancements de grade, l'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (Gipa).

Au cours de l'année 2024, quatre agents ont été stagiaires, un agent licencié pour inaptitude, deux agents ont été mutés vers une autre collectivité et un agent reste en décharge syndicale.

Les dépenses liées au « personnel extérieur » concernent les emplois d'un régisseur et d'un agent de Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP) pour les besoins ponctuels à la salle de spectacles Georges Palante ainsi que de la participation pour les deux agents France Services et de la conseillère numérique.

Les atténuations de charges (chapitre de recettes de fonctionnement) pour l'exercice 2024 s'élèvent à 108 099 €.

Les charges nettes de personnel s'élèvent donc à 2 392 191 €.

▪ Les charges de gestion courante

	2020	2021	2022	2023	2024p
Indemnités des élus	114 878 €	120 461 €	121 763 €	123 876 €	122 111 €
Autres contributions obligatoires	102 438 €	114 319 €	158 135 €	183 165 €	97 617 €
Subvention au CCAS	90 000 €	87 612 €	54 616 €	43 540 €	58 765 €
Subventions aux associations et autres ...	176 150 €	172 700 €	174 596 €	165 710 €	191 933 €
dont subventions aux associations	47 925 €	43 950 €	47 840 €	47 455 €	49 210 €
dont subventions aux écoles privées	123 622 €	127 546 €	118 089 €	116 275 €	137 095 €
dont subventions aux écoles publiques	4 603 €	1 204 €	8 666 €	1 980 €	5 627 €
Autres charges	617 €	1 651 €	2 334 €	4 682 €	2 363 €
Total charges de gestion courante	484 082 €	496 744 €	511 444 €	520 973 €	472 788 €

Sur ce chapitre des **charges de gestion courante**, les dépenses relatives aux **indemnités** des élus sont fixées dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune (délibération du 16 septembre 2022).

Les **autres contributions obligatoires** comprennent, entre autres, la redevance des déchets, la participation au fonctionnement du multi-accueil à Yffiniac (variant en fonction du nombre d'heures de présence d'enfants Hillionnais dans la structure) ainsi qu'un rappel de 12 125 € concernant les années 2017 à 2022. Sont également imputées, les participations aux classes Ulis et bilingues. Ce compte comptait jusqu'en 2023, les facturations du centre d'exploitation de SBAA (évoquées page 10).

Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le **04 MARS 2025**

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

La **subvention au CCAS** a été de 55 000 €

de son résultat et contribue à l'équilibre de son budget. La somme complémentaire de 3 764 € correspond au reversement d'un tiers des recettes des concessions au cimetière.

Les **subventions versées aux associations** sont restées similaires. Des subventions exceptionnelles ont été versés pour 300 €. (mémorial Mers-El-Kébir et matériel informatique pour l'Ukraine).

Les montants attribués aux **écoles privées** varient selon le nombre d'élèves inscrits. Le montant par élève est déterminé en fonction du coût moyen d'un élève en classe maternelle ou élémentaire des écoles publiques.

Pour les **écoles publiques**, les sommes versées dépendent des sorties réalisées. Pour des sorties en plusieurs séances ou hors région, des forfaits de 15€/an/élève en classe maternelle ou 30€/an/élève en classe élémentaire et 6€/nuitée/élève sont appliqués. Dans le cadre de sorties ponctuelles à la journée, le forfait est de 7€/élève.

Les **autres charges** correspondent aux versements pour les jeunes qui ont effectués des « missions argent de poche », des abonnements à des plateformes en ligne pour les écoles publiques (« One », « Mathador », « Tacit ») et par les professionnels du Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficultés (RASED).

### 3.2 Recettes de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	2024p
Atténuations de charges	118 033 €	104 026 €	108 198 €	77 662 €	108 099 €
Produits des services, du domaine et ventes diverses	338 731 €	372 220 €	403 518 €	455 898 €	465 391 €
Impôts et taxes	2 272 897 €	2 454 137 €	2 582 661 €	2 745 026 €	2 869 197 €
Dotations, subventions et participations	1 447 518 €	1 358 677 €	1 425 678 €	1 393 632 €	1 368 153 €
Autres produits de gestion courante	39 836 €	29 796 €	49 431 €	70 312 €	320 700 €
Produits financiers	7 €	7 €	7 €	13 €	19 €
Produits spécifiques	60 385 €	52 393 €	3 289 €	50 665 €	51 610 €
Reprises sur provisions				261 €	813 €
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>4 277 407 €</b>	<b>4 371 256 €</b>	<b>4 572 783 €</b>	<b>4 793 468 €</b>	<b>5 183 982 €</b>

<b>Total recettes réelles de fonctionnement courant*</b>	<b>4 217 015 €</b>	<b>4 318 856 €</b>	<b>4 569 487 €</b>	<b>4 742 530 €</b>	<b>5 131 540 €</b>
--	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

\*Le tableau ci-dessus reprend les données du tableau des recettes réelles de fonctionnement hors produits financiers, spécifiques et provisions.

Le chapitre des **atténuations de charges** correspond à des versements d'indemnités journalières suite à des arrêts de travail, aux remboursements du centre de gestion des salaires d'un agent en décharge syndicale, un reversement de la subvention de la mairie de Langueux pour la mise en place de l'espace France Services et la compensation des suppléments familiaux.

Les **produits des services** connaissent une baisse de 10 497 € par des produits supplémentaires dans les renouvellements de concessions aux cimetières et aux services périscolaires et extra-scolaires. Pour ces derniers, ce n'est pas en rapport avec une augmentation des fréquentations mais des tarifs.

65 % des recettes des services proviennent des facturations aux familles pour le périscolaire et l'extrascolaire et 25 % concernent la facturation des repas de la cuisine centrale servis à la résidence autonomie. Les 10 % restants contiennent les abonnements à la médiathèque, ludothèque, les entrées aux spectacles de la saison culturelle, les concessions aux cimetières et les redevances d'occupation du domaine public des concessionnaires des réseaux.

#### Les impôts et taxes

	2020	2021	2022	2023	2024p
Taxes foncières et d'habitation	2 024 705 €	2 122 849 €	2 225 341 €	2 386 002 €	2 532 837 €
Attribution de compensation (DAC)	79 805 €	153 212 €	156 229 €	172 915 €	173 004 €
Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)	87 757 €	90 404 €	90 408 €	85 209 €	83 334 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation (TADE)	79 782 €	82 999 €	108 464 €	98 958 €	77 750 €
Autres taxes (droits de place, rbst tva)	848 €	4 673 €	2 219 €	1 941 €	2 272 €
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>2 272 897 €</b>	<b>2 454 137 €</b>	<b>2 582 661 €</b>	<b>2 745 026 €</b>	<b>2 869 197 €</b>

Le chapitre des **impôts et taxes** accroit de 124 171 € avec + 146 835 € sur les taxes foncières et d'habitation mais - 22 664 € pour les autres taxes.



Les TADE sont des taxes dues par les acquéreurs lors d'achats de biens immobiliers. Un déclin a commencé depuis 2023, il illustre le marché actuel où les logements à vendre se font rares dans le secteur.

Pour rappel sur les taxes foncières et d'habitation, depuis 2014, il n'y a pas eu d'augmentation de taux, hormis en 2017, des baisses demandées par Saint Brieuc Agglomération dans le cadre de l'harmonisation fiscale. L'augmentation de ces recettes provient de la progression des bases (3,9 % en 2024). Il faut noter que depuis 2018, les valeurs des locaux autres que professionnels sont revalorisées automatiquement en fonction du dernier taux d'inflation constaté.

Le produit du transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ne coïncide pas forcément avec le produit "perdu" de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. Un coefficient correcteur est calculé pour compenser l'éventuelle perte de ressources ou à contrario neutraliser la recette supplémentaire. Une compensation est versée à la commune sous-compensée. Un écrêtement de ressources est appliqué à la commune surcompensée.

#### • Les dotations, subventions et participations

	2020	2021	2022	2023	2024p
Dotation forfaitaire	593 927 €	595 334 €	597 446 €	603 353 €	605 382 €
Dotation de solidarité rurale	455 921 €	485 756 €	516 701 €	476 238 €	432 147 €
Dotation nationale de péréquation	91 429 €	94 236 €	92 360 €	87 588 €	82 242 €
<b>Dotation globale de fonctionnement (DGF)</b>	<b>1 141 277 €</b>	<b>1 175 326 €</b>	<b>1 206 507 €</b>	<b>1 167 179 €</b>	<b>1 119 771 €</b>

La dotation forfaitaire est essentielle pour la population et de la superficie.

La dotation de solidarité rurale comporte trois fractions « bourgs-centres » (- 10 000 habitants), « péréquation » (- 10 000 habitants avec un potentiel financier/habitant inférieur au double de celui de la même strate) et « cible » (10 000 premières communes de - 10 000 habitants les plus défavorisées sur les deux premières fractions).

En 2024, la commune s'est trouvée au rang 10 297. Depuis l'année 2023, une baisse de la DGF est liée à la dotation de solidarité rurale. La partie « cible » versée en 2022 s'élevait à 151 101 €. Avec ce changement de position, une baisse progressive a été appliquée avec le versement de la moitié de ce montant en 2023. Depuis 2024, la commune ne perçoit plus cette part « cible ».

La dotation nationale de péréquation comprend deux parts, une visant à corriger les insuffisances de potentiel financier et une autre part de majoration destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal.

La hausse d'environ 250 800 € des **produits de gestion courante** s'explique en grande partie par la subvention exceptionnelle perçue par l'Etat de 261 108 €. Ce chapitre comprend les locations des salles, les loyers et les remboursements de sinistres par les assurances.

Les **produits spécifiques** sont variables d'un exercice à l'autre. Pour 2024, il s'agit de l'encaissement du deuxième terrain rue de Béchas pour 50 190 € ainsi que des avoirs sur des exercices antérieurs à hauteur de 1 420 €.

## IV/ Analyse prospective

### 4.1 Orientations budgétaires

#### . La stabilisation des dépenses de fonctionnement

Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement doivent être communiqués lors du débat d'orientation budgétaire. Depuis plusieurs années, les charges de fonctionnement sont limitées et font l'objet d'un suivi régulier.

Malgré les efforts, il reste toujours des charges incompressibles. De plus, la conjoncture économique n'aide pas toujours à l'amélioration de la situation budgétaire.

Le fonctionnement des services est optimisé. Les services à la population sont maintenus tout en veillant à leur bonne qualité.

#### . La fiscalité locale

Depuis 2014, la commune n'a pas augmenté les taux d'imposition. La pratique de gestion des dépenses de fonctionnement a permis de limiter la pression fiscale sur les ménages. En effet, la commune s'est appuyée sur la création de nouvelles entreprises et de logements, pour augmenter le volume des impôts ménages et les taxes d'aménagement.

La suppression progressive de la Dotation de Solidarité Rurale, fraction cible depuis 2023 a représenté une baisse de dotation de 150 000 €.

#### . L'investissement

Ces dernières années, de nouveaux bâtiments, de structures et d'aménagements ont vu le jour sur le territoire communal : la réfection des réseaux en amont du nouvel aménagement du bourg de Saint-René, la salle de sports du collège (financée en partie par la commune), les cheminements doux entre les deux bourgs, la rénovation et l'extension du groupe scolaire d'Hillion, l'amélioration thermique de la médiathèque et les aménagements de sécurité avec une piste cyclable à Licellion.

La majorité de ces projets structurants ont bénéficié de subventions conséquentes.

Une réflexion a eu lieu sur la vente de bâtiments (foyer Morin, ancien centre de loisirs, ancien presbytère) pour diminuer les coûts d'entretien et participer au financement de nouveaux projets.

Au regard de l'avancement des opérations et des ventes projetées, le recours à l'emprunt ne sera pas nécessaire à court terme.

Toutefois, des projets sont initiés pour leur conception future comme la maison médicale.

Les travaux d'aménagement des rues de la Tour du Fa et des écoles vont être réalisés au cours de l'année 2025. A ce jour, une Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux de 116 056 € a été obtenue.

Le projet de construction d'une salle à la carrière du Cré est en attente du permis de construire ainsi que de subventions demandées (DETR, Contrat de Territoire).

## 4.2 Etat de la dette

Emprunts	Organisme prêteur	Année	Durée	Capital emprunté	Taux	Capital restant dû au 01/01/2025
1-Construction salle Palante	CREDIT AGRICOLE	2007	25 ans	1 500 000 €	4,18%	495 000 €
2-Groupe scolaire St René	SA CACIB	2009	20 ans	750 000 €	2,01%	187 500 €
3-Mairie, salles associatives	SA CACIB	2011	20 ans	3 000 000 €	1,86%	1 350 000 €
4-Espaces de loisirs intergénérationnels, jardin sensoriel, pumptrack, boulodrome	CREDIT MUTUEL	2019	20 ans	750 000 €	0,68%	581 000 €
5-Aménagement bourg St René	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	900 000 €	0,84%	785 041 €
6-Groupe scolaire Hillion	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	760 000 €	0,69%	668 430 €
7-Salle de sports collège (1er prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	575 000 €	0,69%	505 720 €
8-Salle de sports collège (2ème prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	40 ans	425 000 €	1,25%*	401 094 €
9-Pistes cyclables, Licellion, réfection voirie	CREDIT MUTUEL	2021	25 ans	1 100 000 €	0,86%	970 000 €
10-Enfouissement réseaux	BANQUE DES TERRITOIRES	2021	30 ans	640 000 €	1,64%*	612 247 €
<b>TOTAL</b>				<b>10 400 000 €</b>		<b>6 556 032 €</b>

\*Taux révisables indexés sur le taux du Livret A

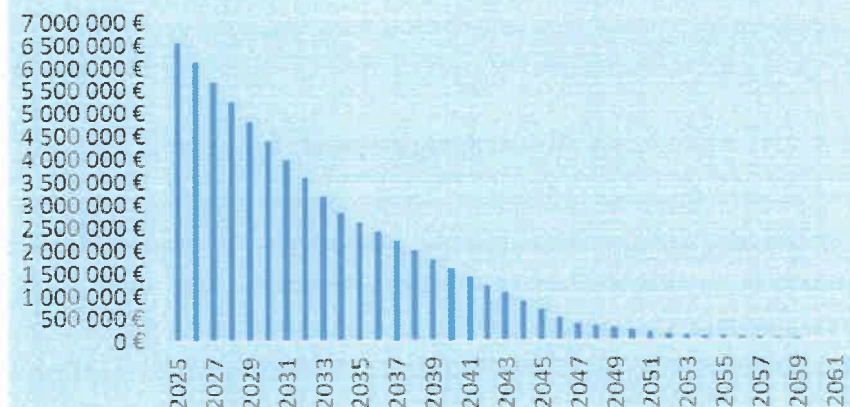
Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

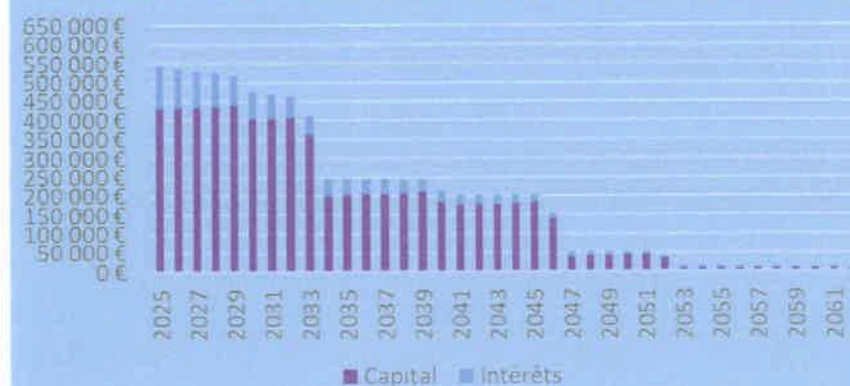
Publié le **04 MARS 2025**

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

Capital restant dû au 1er janvier 2025



Annuités de remboursement au 1er janvier 2025





Le **capital restant dû** au 1<sup>er</sup> janvier 2025 s'élève à 6 556 032 euros pour un capital emprunté de 10 400 000 euros.

Le premier prêt pris en compte date du 30 mars 2007 dans le cadre du financement de la salle Palante. Un prêt contracté en 2008 a pris fin en janvier 2024.

Le **remboursement de la dette** pour 2025 s'élève à une annuité de 544 305 euros.

Une **ligne de trésorerie** est contractée auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) des Côtes d'Armor, avec l'index de référence EURIBOR 3 mois moyenné non flooré à 0 et une marge de 0,80 % à hauteur de 700.000 euros pour une durée d'un an. Une demande de renouvellement sera faite au cours de l'année 2025.

Années	2020	2021	2022	2023	2024
Capital restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	4 433 489 €	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €	7 046 539 €
Habitants	4 235	4 257	4280	4345	4365
Dette par habitant	1 047 €	1 145 €	1 620 €	1 734 €	1 614 €
Moyenne de la strate	751 €	728 €	717 €	726 €	710 €

Envoyé en préfecture le 04/03/2025

Reçu en préfecture le 04/03/2025

Publié le **04 MARS 2025**

ID : 022-212200810-20250304-2025\_DB\_012-DE

Années	2020	2021	2022	2023	2024
Dette globale (encours au 31 décembre)	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €	7 046 539 €	6 556 032 €
Epargne brute	553 271 €	551 980 €	490 674 €	611 034 €	939 344 €
Capacité de désendettement	8,81	12,56	15,35	11,53	6,98

La **capacité de désendettement** détermine le nombre d'années nécessaire à la collectivité pour éteindre sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle.

Ce ratio est une mesure théorique de la solvabilité financière des collectivités locales.

Pour l'année 2024, la capacité de désendettement s'établit à 6,98 années.

En moyenne, il était admis qu'une collectivité emprunte sur des durées de 15 ans. A cette condition, une collectivité devait maintenir la capacité de désendettement en-dessous du seuil critique situé à 11-12 ans. Le seuil de vigilance s'établit à 10-11 ans.

Les emprunts contractés par la commune d'Hillion sont établis pour une durée de 20 ans (x3), 25 ans (x5), 30 ans (x1) et 40 ans (x1). Ces durées plus longues permettent de ne pas alourdir la masse des dépenses de fonctionnement avec des charges financières trop élevées chaque année.

Il n'y aura pas de recours à l'emprunt sur 2025.

En €	2022	2023	2024p	2025p	2026p	2027p
A-Recettes de gestion	4 571 054	4 752 633	5 131 411	4 976 690	5 101 107	5 228 635
B-Dépenses de gestion	3 963 235	4 007 887	4 071 480	4 136 624	4 206 947	4 286 879
<b>C-Epargne de gestion (A-B)</b>	<b>607 818</b>	<b>744 746</b>	<b>1 059 930</b>	<b>840 066</b>	<b>894 161</b>	<b>941 756</b>
Total intérêts	117 144	133 713	120 586	113 303	105 151	96 897
<b>D-Epargne brute (C - intérêts)</b>	<b>490 674</b>	<b>611 034</b>	<b>939 344</b>	<b>726 763</b>	<b>789 010</b>	<b>844 859</b>
Taux épargne brute (D/A)	10,73 %	12,86%	18,31%	14,60%	15,47%	16,16%
Dette	466 109	486 686	490 507	431 002	432 733	434 493
<b>E-Epargne nette (D - dette)</b>	<b>24 566</b>	<b>124 348</b>	<b>448 837</b>	<b>295 761</b>	<b>356 277</b>	<b>410 366</b>
Taux épargne nette (E/A)	0,54 %	2,62%	8,75%	5,94%	6,98%	7,85%

### 4.3 Chaîne de l'épargne

↳ De 2022 à 2023 : données des Comptes Administratif ou Financier Unique

↳ 2024 : données du Compte Financier Unique provisoire

↳ De 2025 à 2027 : Hypothèses d'évolution :

- Recettes de gestion : 2025 : 1,7 % sur taxes foncières bâti, autres recettes de gestion : 2025, 2026, 2027 : 2,5 %
- Dépenses de gestion : 2025 : 1,6 %, 2026 : 1,7 % et 2027 : 1,9 % (taux inflation source Banque de France)

↳ Capital et intérêts de la dette : calculés sur les emprunts contractés

La prévision des recettes de gestion 2025 tient compte de l'absence de la subvention exceptionnelle de fonctionnement attribuée en 2024 pour 261 108 €.

Autrement, le tableau de prospective repose sur des évolutions prudentes, basées pour les années 2025 sur une évolution des recettes de gestion de 2 % et de 1,7 % sur les recettes de taxes foncières. Pour les années suivantes, le taux de 2,5 % est appliqué à l'ensemble des recettes de gestion.

L'évolution des dépenses de gestion est basée sur les taux d'inflation annoncés par la Banque de France de 1,6 % en 2025, 1,7 % en 2026 et 1,9 % en 2027.

Ce tableau ne prend pas en compte les cessions potentielles envisagées de certains biens immobiliers.

## V/ Plan Pluriannuel d'Investissement

### 5.1 Projets d'investissement

(page suivante)

DEPENSES									R					
	PROJETS	2025	2026	2027	2028	2029	TRAVAUX HT 2025-2029		SUBVENTIONS	2025	2026	2027	2028	2029
PROJETS EN COURS	Voirie	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €		Autofinancement	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
	Aménagement de voirie rues de la Tour du Fa et des Ecoles (446 958 €)	427 742 €					427 742 €	Maitrise d'œuvre 13 160 €	Etat - DETR (116 056 €)	81 239 €				
									Etat - Fonds Vert (en instruction)	87 800 €				
	Participation aux logements sociaux	242 767 €	31 000 €				273 767 €		Autofinancement	242 767 €	31 000 €			
PROJETS NON COMMENCES	Salle carrière du Cré	100 000 €					100 000 €	Maitrise d'œuvre 3 520 €	Etat - DETR (en instruction)	20 000 €				
									Département - Contrat de territoire (en instruction)	30 000 €				
									SBAA - Fonds de concours	20 000 €				
									Autofinancement	30 000 €				
	Maison de Santé													
	Garderie Saint-René													
	Vestiaires football Saint-René													
	Médiathèque, cyberspace, ludothèque, centre de Loisirs-garderie													
	Centre technique communal													
	DEPENSES PAR ANNEE	870 509 €	131 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	1 301 509 €		RECETTES PAR ANNEE	870 509 €	131 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €